



Canadian International
Trade Tribunal

Tribunal canadien du
commerce extérieur

TRIBUNAL CANADIEN
DU COMMERCE
EXTÉRIEUR

Marché public

FORMULE DE PLAINTE

TABLE DES MATIÈRES

FORMULE DE PLAINTE CONCERNANT UN MARCHÉ PUBLIC	1
COORDONNÉES DE LA PARTIE PLAIGNANTE	1
Renseignements sur la société	1
COORDONNÉES DU CONSEILLER.....	2
Coordonnées du conseiller	2
Formules.....	2
RENSEIGNEMENTS SUR LE MARCHÉ PUBLIC	3
Numéro d'identification	3
Auteur de la demande d'achat	3
Autorité contractante.....	3
Produit et/ou service acheté(s)	3
Date de publication de l'invitation	3
Clôture des soumissions	3
Soumissionnaire retenu	4
Date d'adjudication du contrat, <i>le cas échéant, si elle est connue.</i>	4
Valeur estimative du marché public.....	4
OPPOSITION PRÉSENTÉE À L'AUTORITÉ CONTRACTANTE	5
Avez-vous présenté une opposition?.....	5
Institution fédérale à qui l'opposition a été présentée	5
Date de l'opposition.....	5
Contenu et nature de l'opposition.....	5
Mesures correctives demandées à l'autorité contractante	5
Date et nature de la réponse de l'autorité contractante concernant l'opposition	5
PLAINTÉ AUPRÈS DU TRIBUNAL.....	6
Nature fondamentale de la plainte	6
Accords commerciaux en vertu desquels la plainte est déposée	6
Mesures correctives demandées au Tribunal	6
Frais	7
Report de l'adjudication du contrat	7
<i>Indiquer si vous demandez le report de l'adjudication du contrat, le cas échéant.</i>	7
Exposé détaillé des faits et des arguments.....	7
FORMULE D'AUTORISATION.....	8

FORMULE DE PLAINTE CONCERNANT UN MARCHÉ PUBLIC**COORDONNÉES DE LA PARTIE PLAIGNANTE**

Une partie plaignante peut être un soumissionnaire ou un soumissionnaire potentiel (par exemple un individu, une société en nom collectif, une société constituée en personne morale, une coentreprise).

Renseignements sur la société**Individu autorisé qui dépose la plainte :**

Nom : _____

Titre : _____

Nom de la société : _____

Courriel : _____

Numéro de
téléphone : _____Numéro de
télécopieur : _____**Société :**

Nom de la société : _____

Numéro du bureau : _____

Adresse municipale : _____

Ville : _____

Province/État, pays : _____

Code postal : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Nom (en caractères d'imprimerie)_____
Signature_____
Date (année/mois/jour)

COORDONNÉES DU CONSEILLER

Les parties plaignantes peuvent plaider elles-mêmes ou retenir les services d'un conseiller indépendant. Un conseiller peut être toute personne qui agit dans le cadre d'une procédure au nom d'une partie, comme un avocat ou un expert-conseil.

**Veuillez noter que les renseignements confidentiels ne seront communiqués qu'au conseiller indépendant.*

Si les services d'un conseiller indépendant sont retenus, veuillez fournir les renseignements suivants :

Coordonnées du conseiller

Nom du conseiller :

Nom du cabinet du
conseiller :

Numéro du bureau :

Adresse municipale :

Ville :

Province/État, pays :

Code postal :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Courriel :

Formules

Pour accélérer la procédure, les conseillers doivent déposer les formules suivantes en même temps que la plainte :

Formule I Avis de participation (partie) (à remplir par la partie plaignante)

Formule II Avis de représentation (conseiller)

Formule III Acte de déclaration et d'engagement (avocats et conseillers)

Ces formules sont disponibles sur le site Web du Tribunal au www.tcce-citt.gc.ca/fr/formules.

RENSEIGNEMENTS SUR LE MARCHÉ PUBLIC**Numéro d'identification**

Inclure le type de procédé utilisé pour le marché public contesté (ex. : demande de propositions [DP], demande d'offre à commandes [DOC], demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement [DAMA], appel d'offres [AO], lettre d'intérêt [LI], préavis d'adjudication de contrat [PAC]) ainsi que le numéro de l'invitation et/ou le numéro du contrat fourni par l'autorité contractante.

Auteur de la demande d'achat

Nom de l'organisme gouvernemental dont les besoins sont comblés au moyen du marché public.

Autorité contractante

Nom de l'organisme gouvernemental qui administre la procédure du marché public.

Produit et/ou service acheté(s)

Brève description du produit et/ou du service acquis. S'il est connu, fournir le code de la classification fédérale des approvisionnements (CFA), le numéro d'identification des biens et services (NIBS) ou le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO).

Date de publication de l'invitation

(Date à laquelle l'avis de projet de marché [APM] ou le PAC a été publié par l'intermédiaire du Service électronique d'appel d'offres du Canada [MERX] ou sur <https://achatsetventes.gc.ca>, le cas échéant).

Date (année/mois/jour)

Clôture des soumissions

Date limite pour la présentation des soumissions.

Date (année/mois/jour)

Soumissionnaire retenu

Nom du soumissionnaire retenu, le cas échéant, s'il est connu.

Date d'adjudication du contrat, le cas échéant, si elle est connue.

Date (année/mois/jour)

Valeur estimative du marché public

Fournir une valeur estimative du contrat. Utiliser la valeur estimative propre au gouvernement, si celle-ci est connue.

OPPOSITION PRÉSENTÉE À L'AUTORITÉ CONTRACTANTE

Une opposition est une plainte concernant un marché public, qui est présentée directement à l'autorité contractante concernée.

S'il y a plus d'un motif de plainte auprès du Tribunal, veuillez fournir des renseignements concernant chacun des motifs de plainte en répondant aux questions suivantes (c'est-à-dire la manière dont vous vous êtes opposé, les dates de ces oppositions, le contenu et la nature de l'opposition, etc.).

Avez-vous présenté une opposition?

Oui **Non**

Si oui, préciser **comment** vous l'avez fait (téléphone, télécopieur, courriel, lettre, etc.)

Joindre une copie de toute opposition écrite et l'identifier dans votre liste de pièces jointes (voir la liste de contrôle dans les instructions concernant la formule de plainte). Si vous ne vous êtes pas opposé par écrit, joindre un résumé en indiquant les dates et heures des communications.

Institution fédérale à qui l'opposition a été présentée

Nom de l'organisme gouvernemental.

Nom et poste du représentant à qui l'opposition a été soumise.

Date de l'opposition

Date (année/mois/jour)

Contenu et nature de l'opposition

Mesures correctives demandées à l'autorité contractante

Dans l'opposition, quelles mesures correctives avez-vous demandées à l'autorité contractante?

Date et nature de la réponse de l'autorité contractante concernant l'opposition

Date (année/mois/jour)

PLAINTÉ AUPRÈS DU TRIBUNAL**Nature fondamentale de la plainte**

Expliquer le(s) motif(s) de la plainte

Accords commerciaux en vertu desquels la plainte est déposée

Préciser les dispositions des accords commerciaux pertinents (ex. : article 506 de l'Accord sur le commerce intérieur ou article 1012 de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALÉNA]) qui, selon vous, ont été violées, pour chaque motif de la plainte. Vous pouvez consulter les liens suivants :

Accords commerciaux : www.tcce-citt.gc.ca/fr/legislation-accords-autres

Seuils : www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/ContPolNotices/2013/13-5-fra.asp

Mesures correctives demandées au Tribunal

Le paragraphe 30.15(2) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur prévoit que le Tribunal peut, lorsqu'il donne gain de cause au plaignant, recommander que soient prises des mesures correctives, notamment les suivantes :

Indiquer les mesures correctives que vous demandez en cochant les cases appropriées :

- un nouvel appel d'offres;
- la réévaluation des soumissions présentées;
- la résiliation du contrat spécifique;
- l'attribution du contrat spécifique au plaignant;
- le versement d'une indemnité, dont il précise le montant, au plaignant.
- autre. Veuillez expliquer :* _____

Si vous demandez une indemnisation comme mesure corrective, décrire brièvement la nature de votre demande. Par exemple, demandez-vous une indemnité pour perte de profits ou perte d'occasion?

Veuillez noter que la détermination de l'indemnisation n'est effectuée qu'une fois que le Tribunal a statué sur le bien-fondé de la plainte.

Dans tous les cas, les demandes d'indemnisation doivent être accompagnées d'éléments de preuve économiques, financiers ou autres.

Frais

Veillez consulter les Lignes directrices sur la fixation des frais dans une procédure portant sur un marché public au www.tcce-citt.gc.ca/fr/Procurement_costs_guidelines_f pour de plus amples informations.

Veillez indiquer si vous demandez le remboursement des frais liés à la plainte et/ou à la préparation de la soumission.

- remboursement des frais liés à la plainte*
- remboursement des frais liés à la préparation de la soumission*

Report de l'adjudication du contrat

Aux termes du paragraphe 30.13(3) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, le Tribunal peut ordonner à l'institution fédérale de différer l'adjudication d'un contrat jusqu'à ce que le Tribunal se prononce sur la validité de la plainte. Nota : Cette option ne s'applique que lorsque le contrat n'a pas encore été adjugé.

Indiquer si vous demandez le report de l'adjudication du contrat, le cas échéant.

Exposé détaillé des faits et des arguments

Fournir un exposé clair et détaillé des faits et des arguments à l'appui de votre plainte. Pour chaque motif de la plainte, fournir un calendrier des dates pertinentes, comme la date à laquelle vous avez pris connaissance des faits à l'origine de ce motif (ou des motifs) de la plainte. Le cas échéant, indiquer les parties pertinentes des documents d'appel d'offres. Si vous les connaissez, expliquer les raisons pour lesquelles vous croyez que la procédure du marché public n'a pas été suivie conformément aux accords commerciaux pertinents. Utiliser des pages supplémentaires au besoin.

FORMULE D'AUTORISATION

Cette formule doit être remplie, datée et signée, puis être jointe à la plainte concernant le marché public.

Nom de la société

- Je confirme que cette plainte **NE CONTIENT PAS** de renseignements confidentiels. Cependant, j'informe par les présentes le Tribunal canadien du commerce extérieur de mon consentement à ce que, s'il décidait d'enquêter sur la plainte, les agents gouvernementaux qui interviennent dans ce marché public se voient donner accès à tout document confidentiel ultérieur qui pourrait être déposé par la partie plaignante au cours de la présente procédure, y compris les observations sur le rapport de l'institution fédérale.
- Je confirme que cette plainte **CONTIENT** des renseignements confidentiels, et j'informe par les présentes le Tribunal canadien du commerce extérieur de mon consentement à ce que, s'il décidait d'enquêter sur la plainte, les agents gouvernementaux qui interviennent dans ce marché public se voient donner accès aux documents suivants : a) la version confidentielle de la plainte; b) tout document confidentiel qui pourrait être déposé par la partie plaignante au cours de la présente procédure, y compris les observations sur le rapport de l'institution fédérale.

Nom (en caractères d'imprimerie)

Signature

Date (année/mois/jour)

Nota : Si vous avez désigné des renseignements confidentiels, vous serez tenu de préparer une **version publique** de votre plainte **en masquant ou en supprimant** les renseignements que vous voulez protéger. Cette version publique doit être déposée avec la plainte.